



# **ALIANZA de Productores Tradicionales de la Coca Orgánica a Nivel Nacional**



---

Calle J. Molina 1138 – Cochabamba – Bolivia - Telf. 591 - 71460288

Email: cocaorganica@gmail.com

---

La Paz, le 18 novembre 2013

Au Commissaire au Développement de la Commission Européenne,  
Mr. Andris Piebalgs  
c/c Monsieur l'Ambassadeur de l'Union Européenne en Bolivie, Mr. Timothy Torlot,

Sujet: Pétition pour une politique juste et décente en matière de la coca

Cher Mr. Piebalgs,

Avec regret nous, les soussignés dirigeants de cocaleros, nous adressons à votre Haute Commission pour demander votre aide pour résoudre un problème sérieux qui se présente à nous, cultivateurs de coca organique des petites régions de culture traditionnelle de la Bolivie.

Nous avons entendu dire que l'Union européenne contribue à éradiquer les cultures de coca boliviens excédentaires et également met en œuvre des programmes de cultures alternatives. Nous apprécions la générosité de l'Union, même si nous n'avons jamais bénéficié de cette aide. Nous avons seulement connu l'éradication forcée. On dit que c'est volontaire, et il est vrai que nous cultivons à un cato (40x40 mètres), en respectant la loi. Mais nous protestons parce que le gouvernement veut éradiquer les petites zones traditionnelles à part entière. Un chapitre ici, un syndicat par là, on nous met des obstacles à chaque étape. Lentement et chaque année un peu plus, le gouvernement des cultivateurs de coca du Chapare est en train de détruire les zones agricoles traditionnelles, même si elles sont couvertes par des coutumes anciennes et la loi 1008 qui régit la production de coca anciens.

Pour défendre nos droits ancestraux à la culture de la coca, le 2 octobre de cette année, les représentants des producteurs de coca traditionnels, représentant 3000 familles, se sont réunis dans la municipalité d'Apollo, où nous avons formé l'Alliance de producteurs de Coca biologique dans les zones traditionnelles. Nous sommes des producteurs des provinces de Carrasco et Tiraque dans le département de Cochabamba, et des provinces de Franz Tamayo, Murillo et

Muñecas dans le département de La Paz. Grâce à notre alliance, nous espérons sauver nos champs de coca en voie de disparition, sans imaginer que la formation de l'alliance serait un motif pour le gouvernement d'attaquer et terroriser notre alliance, à commencer par nos sœurs et frères producteurs d'Apollo.

Notre alliance rassemble des petites unités de culture traditionnelle, qui ne disposent pas d'une organisation pour défendre leurs droits . Cela contraste avec les syndicats de la Chapare (où le président du pays est également président des « Six fédérations de producteurs de coca du Chapare» qui regroupe des dizaines de milliers de producteurs des zones tropicales de Cochabamba ), et les syndicats dans le Yungas du département de La Paz ( ADEPCOCA ), qui comptent aussi des dizaines de milliers de cultivateurs de coca. Nous représentons les zones traditionnelles perdues dans les zones reculées de notre pays, où nos ancêtres, dans l'Empire Inca et des civilisations précédentes, ont toujours cultivés la coca. Depuis ces temps jusqu'à aujourd'hui, nous avons à peine connu le progrès et pour la plupart d'entre nous nous n'avons pas d'électricité, pas de routes, pas de soins médicaux, pas d'écoles, etc., de sorte que l'armée circule avec des hélicoptères pour éradiquer indistinctement nos sources de survie, sous prétexte que nous travaillons pour le trafic de stupéfiants ou que nous cultivons dans les zones interdites de parcs nationaux.

Mais nous cultivons la coca à mâcher et des étrangers engagés dans le trafic de drogue n'arrivent même pas à notre région. En outre, s'il est vrai que certains d'entre nous cultivent dans les zones protégées des parcs nationaux, il est vrai aussi que nous avons grandi dans ces lieux avant la création des parcs, raison pour laquelle les droits ancestraux ont été respectés, même de facto pendant les gouvernements néo- libéraux, qui n'ont jamais touché nos cultures. La politique d'éradication des zones traditionnelles, d'attaquer, intimider et terroriser la population, de diviser nos dirigeants syndicaux et de désinformer l'opinion publique de sorte qu'elle s'aligne du côté du gouvernement , c'est ce qui a été et est la politique officielle envers nous depuis que les cultivateurs de coca du Chapare ont pris le pouvoir en 2006.

En agressant nos frères et sœurs, dans les premières heures de la matinée ce jour fatidique du samedi 19 Octobre - une action sans précédent, qui n'a jamais fait partie d'une opération d'éradication - différentes forces en uniforme se sont tirées dessus, ce qui a coûté malheureusement la vie à quatre personnes. Ce ne sont pas les producteurs qui ont tué, ni eux qui, comme indiqué à titre gratuit par le gouvernement, ont torturé à mort un médecin qui semble avoir accompagné les attaquants. Cette désinformation a été utilisée par le gouvernement pour militariser la zone d'Apollo, pas contre les trafiquants de drogue étrangers, l'argument avancé sans preuve par le gouvernement, mais pour éradiquer définitivement nos petites exploitations de coca, et de démontrer à la communauté internationale qu'il agit conforme aux exigences d'éradication de la coca excédentaire. Alors que la militarisation dure, les femmes et enfants sont constamment terrorisés, tandis que les hommes se cachent dans la brousse de peur d'être maltraités par les forces uniformées ou à être emmenés en prison. Pour avoir tué disent-ils. Les seuls qui ont tué sont les agents uniformés du gouvernement!

Nous ne sommes pas des assassins, nos mains ne sont pas tachées de sang. Nous ne sommes pas des trafiquants de drogue ou des producteurs de pâte de coca . Nous respectons la règle d'un cato (40x40 mètres) par famille, et cultivons la coca douce, pour la consommation humaine. Nous

ne cultivons pas la coca amère avec des produits agrochimiques, comme dans le Chapare, dont les producteurs préfèrent même de consommer notre coca douce. Ce que nous protestons est l'éradication de nos Cocales ancestrales (parcelles de culture de coca), la source de notre soutien depuis des temps immémoriaux.

Lorsque les Américains étaient en Bolivie les cultures vraiment excédentaires de coca destinées à la production de cocaïne ont été éradiquées. Aujourd'hui, avec les programmes de développement financés par l'UE, et sous la bannière du respect de la feuille sacrée, nous, les cultivateurs de coca des domaines traditionnels sommes ceux qui sont persécutés, probablement jusqu'à notre élimination totale par l'empire de la coca " pharmaceutique " du Chapare. Tant et si bien qu'il est déjà question dans les milieux gouvernementaux et même dans la presse, que dans les mois à venir, la zone de coca cultivable en Bolivie sera réparti entre les producteurs du Chapare (les tropiques de Cochabamba, où 94 % de la récolte va à la production de cocaïne selon des rapports de la presse nationale) et les producteurs des Yungas de La Paz , sans même parler de nos zones traditionnelles reconnues par la loi .

Enfin, nous voulons rappeler que l'Union européenne a financé une étude sur l'ampleur de l'usage traditionnel de la coca en Bolivie. Cette étude semble venir avec des chiffres beaucoup plus bas sur la surface nécessaire à la consommation que ceux prévus par le gouvernement national. Le gouvernement a retardé pendant des années la publication de ce rapport, mais il semble que l'obligation de publier motive le gouvernement à éliminer la quantité maximum de zones de culture de la coca. Ainsi, les producteurs du président Morales, peu enclin à partager de manière égale les hectares nécessaires ou de respecter les droits ancestraux des cultivateurs traditionnels, sont prêts à prendre ce qui nous appartient en droit.

Pour ce qui précède et vu les objectifs et les critères qui régissent la coopération européenne, nous demandons votre haut-commissariat à :

- Intervenir auprès des autorités nationales compétentes pour que l'aide financière européenne marquée pour l'éradication des cultures excédentaires de coca ne soit pas détournée à la suppression des cultures de coca ancestrales légales et de la consommation traditionnelle ;

- Défendre les producteurs des zones traditionnelles et assurer qu'ils soient reconnus par la nouvelle loi de coca, y compris leurs droits acquis et leurs « mouvements sociaux comme acteurs clés pour atteindre ces objectifs, et avec la participation organisée de la société pour la facilitation de consensus " - selon les règles prévues dans le Programme d'action 2013 de l'Union européenne en faveur de la Bolivie ;

- Demander au gouvernement national que les producteurs des zones traditionnelles soient traités conformément au droit international, en respectant le droit d'organiser librement leurs syndicats.

Nous attachons un rapport préliminaire des données détaillées pour soutenir nos revendications à la présente pétition.

Parce que notre peuple craigne plus de répression et d'attaques par le gouvernement, nous envoyons déjà cette pétition, en espérant que vous pouvez immédiatement étudier la possibilité de votre aide.

En l'absence de notre président, Gregorio Cari, coordinateur syndical dans Apollo, Franz Tamayo, province du département de La Paz, empêché en raison de sa détention à domicile, signent:

**Silvia Cruz Huanca**

Vice-présidente de l'Alliance et Coordinatrice de l'Union de Yungas de Vandiola-Totora de la province Carrasco, Département de Cochabamba

**Edgar Arenas**

Secrétaire de L'Union de la province deTiraque, Département de Cochabamba

**Pastor Chura**

Coordinateur de l'Union de la province de Murillo, Département de La Paz

**Alex Silva**

Président de la Fédération de Producteurs de Coca Organique de Cochabamba,

*c/c*

- Directeur Général au Développement et la Coopération
- Commission pour le Développement (DEBE/DCI) du Parlement Européen, Mme. Eva Joly, Présidente
- Commission des Droits de l'Homme (DROI) du Parlement Européen, Mme. Barbara Lochbihler, Présidente
- Plataforma COLI – Coca Orgánica, Libre e Informada – Cochabamba, Bolivia
- Drugs Peace Institute – Utrecht, The Netherlands